

Ces entreprises qui veulent imiter France Telecom

Responsables syndicaux militant depuis des dizaines d'années, nous avons pour la première fois, choisi de suivre une grève de la faim pendant près de trois semaines, en cette fin 2009. Pourquoi cette forme d'action, très inédite dans le monde syndical ?

Les très profonds mouvements sociaux du printemps dernier à EDF et GDF-Suez (des milliers de salariés en grève pendant plusieurs mois dans l'ensemble des secteurs des deux entreprises) se sont soldés par une vague de sanctions d'une ampleur jamais connue : plus de 240 mesures disciplinaires dont des rétrogradations, des mises à pieds et même des licenciements, visant principalement des militants syndicaux.

Nordine Mahroug, militant particulièrement actif et médiatisé pendant le mouvement, a ainsi été licencié, officiellement pour « faute grave », sur la base d'un dossier monté de toutes pièces. L'ensemble des représentants des salariés siégeant en conseil de discipline, toutes appartenances syndicales confondues, a dénoncé un licenciement abusif et de très nombreuses voies du monde politique et associatif se sont élevées contre cette sanction ; malgré ces protestations émanant d'horizons divers, la Direction de GDF-Suez n'a jamais accepté de revenir sur sa décision.

Elle nous a renvoyé vers les voies de recours légales, dont on connaît malheureusement les limites : les recours internes sont soumis à la décision des dirigeants. Quant aux recours externes – prud'hommes ou juridiction pénale – ils mettent en œuvre des procédures longues qui, même lorsque le licenciement est jugé abusif, n'aboutissent presque jamais à la réintégration du salarié. Les employeurs ne sont jamais sérieusement inquiétés.

Cette injustice insupportable envers un militant syndical, la remise en cause du droit de grève et des libertés syndicales qu'elle sous-tendait, et l'impossibilité de se faire entendre malgré toutes les mobilisations, nous ont conduit à mener cette grève de la faim.

Cet acte peut paraître insolite dans des entreprises supposées porter un modèle social avancé. Mais EDF et GDF-Suez ne sont qu'une des illustrations, après France Télécom, des désastres humains du management développé depuis le milieu des années 80.

Cet ensemble de théories et de pratiques, visant à rendre toujours plus « performants » les hommes et les femmes au travail, prône la mise en concurrence systématique des salariés et la gestion par le stress avec une négation du collectif et de toute forme de coopération : individualisation des objectifs, explosion de l'échelle des salaires, évaluations permanentes, course à la rentabilité, réorganisations incessantes, sous-traitance et multiplication des statuts, mobilité forcée...

Il s'accompagne d'une « professionnalisation » des managers, conduisant à remplacer une hiérarchie technique par une hiérarchie « politique », dont l'objectif essentiel consiste à se faire le relais des décisions de la tête de l'entreprise. Des managers déconnectés des métiers n'ont ni la compétence, ni la volonté de critiquer ou d'ajuster des décisions venues d'en haut, même inadéquates voire dangereuses. Le phénomène d'agentisme, décrit par Hannah Arendt, s'illustre parfaitement : la ligne hiérarchique met en œuvre les ordres en s'interdisant tout esprit critique, quelles qu'en soient les conséquences pour les salariés.

Inversement, toute remontée d'informations devient impossible et est jugée illégitime, la hiérarchie réduisant les revendications à une « résistance au changement », ou les attribuant à un défaut de communication de la part des dirigeants.

Les véritables contre-pouvoirs sont systématiquement et violemment combattus. Seul y est toléré un syndicalisme intégré en tant que « partenaire social », dont le rôle finit par se limiter à accompagner les transformations des entreprises.

Le dogme ultra-libéral est ainsi parvenu à imposer des directions d'entreprise vivant dans une bulle managériale, coupée des salariés et des citoyens et hors de tout contrôle. Les mêmes gourous se cooptent à la tête des très grandes entreprises et appliquent les mêmes méthodes.

Dans les anciennes entreprises publiques, la privatisation conduit à la mise en oeuvre à la lettre de ces préceptes. Les salariés subissent la double peine : en plus de la souffrance liée à ce management s'ajoute celle liée à la perte de sens du travail avec l'abandon de la culture de service public.

France Telecom en est l'archétype. Mais si le dogmatisme se caractérise par une incapacité à remettre en cause un modèle, même devant un échec patent, EDF et GDF-Suez en sont une parfaite illustration. Leur modèle d'entreprise reste en effet calqué sur celui de France Télécom.

Ainsi, l'explosion sociale qu'ont connue ces entreprises au printemps dernier n'a pas ébranlé d'un iota les certitudes managériales : ils n'ont pas jugé utile d'analyser les causes du mouvement, donc d'y apporter une réponse, se contentant de « punir » ceux qui ont osé porter les revendications pour éviter que de tels mouvements se reproduisent.

Comment s'étonner alors que se multiplient, à EDF et GDF-Suez comme ailleurs, des formes d'action dures et déterminées comme la séquestration de patrons ou la grève de la faim, parallèlement à des expressions plus classiques ?

Ces formes d'actions sont l'expression du refus d'une gouvernance d'entreprise devenue insupportable et totalitaire. La violence qu'elle produit conduit à la souffrance et parfois au suicide et apparaissent aujourd'hui comme un véritable problème de santé publique.

Quel syndicaliste n'a pas entendu cette affirmation coupant court à tout débat : « l'entreprise n'est pas une démocratie » ? Pourquoi ce qui paraît inacceptable dans la société civile devrait-il être toléré en entreprise, lieu de vie essentiel pour la grande majorité des citoyens ?

Contre cette arrogance, il est urgent d'avancer des exigences démocratiques élémentaires dans l'entreprise, comme notamment un changement radical du droit disciplinaire et un débat sur les formes de nomination et de contrôle des dirigeants de nos entreprises.

*Yann COCHIN, porte-parole de la Fédération SUD Energie, ex-gréviste de la faim
René-Michel MILLAMBOURG, secrétaire du syndicat SUD-Energie Ile de France, ex-gréviste de la faim*